

Déclaration des élus du personnel SGEN-CFDT, SNCS-FSU et SNTRS-CGT au Conseil d'administration du CNRS du 22 mai 2008

Alors que le Ministère avait annoncé une « concertation » sur la réforme du CNRS et un vote au conseil d'administration du 19 juin, nous avons appris par le journal « Le Monde » daté du 21 mai des décisions arrêtées par la Ministre. Découpage en six nouveaux instituts nationaux (mathématique, physique, chimie, sciences de l'ingénieur, sciences humaines et sociales, écologie et biodiversité) excluant les sciences de la vie, qui seraient pilotées par l'Inserm, en lien avec l'Inra et le CEA, et l'informatique pilotée conjointement par l'Inria.

C'est là une réforme profonde de l'organisme qui préfigure sa disparition à terme. Le propre du CNRS, organisme de recherche national et généraliste, est d'explorer tous les domaines de la connaissance en organisant l'interdisciplinarité. Sous la langue de bois du « décloisonnement » et les promesses de « maintien du périmètre », le statut décidé pour les sciences de la vie et les sciences informatiques est le prélude d'un morcellement qui sera fatal à l'organisme.

La ministre nommera les directeurs d'instituts. Ceux-ci, en directoire, géreront les budgets. On est déjà bien au-delà des affirmations de la lettre de mission du 27 février du ministère, qui plaçait l'ensemble « sous la responsabilité générale de la direction générale du CNRS ».

Alors que le CA doit aujourd'hui discuter de l'« Introduction » et de la « Synthèse » du plan stratégique du CNRS « Horizon 2020 », la Ministre par son intervention au journal « Le Monde » montre son mépris pour les membres du CA. Les décisions ainsi annoncées arrêtent de fait les concertations en cours dans l'organisme qui ont mobilisé depuis plusieurs mois les personnels, les directions d'unités et des départements scientifiques, le Conseil scientifique, les conseils scientifiques de département, le comité national, les organisations syndicales, et le groupe de travail du CA. Ces décisions prennent à contre-pied les recommandations votées unanimement par le Conseil scientifique du 14 mai.

En conséquence, nous ne souhaitons pas nous prêter aujourd'hui à la poursuite d'une telle mascarade et nous ne siégerons pas à ce conseil.